

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana

ASSEMBLEE NATIONALE

LOI n° 95-023
Portant Statut des Enseignants et Chercheurs
de l'Enseignement Supérieur

EXPOSE DES MOTIFS

Adopté dans un contexte politique très particulier, l'Ordonnance n° 81-010 du 10 mars 1981 portant Statut des personnels Enseignant-Chercheur et Chercheur-Enseignant de l'enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique ne répond plus aux exigences structurelles et conjoncturelles nationales et internationales de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.

L'autonomie des institutions de formation et de recherche, leur ouverture sur l'extérieur d'une part, les exigences de qualité des prestations que doivent fournir les Enseignants et chercheurs de l'Enseignement Supérieur dans leur vocation à former les cadres de na nation d'autre part, requièrent une reconsidération du statut des Enseignants et Chercheurs de l'Enseignement supérieur, acteurs principaux et pivot central du système de l'enseignement supérieur.

Pleinement conscient de ces impératifs, le constituant de la IIIème République manifeste clairement sa volonté de doter les Enseignants et Chercheurs de l'Enseignement Supérieur d'un statut autonome. En effet, l'article 82-II de la Constitution dispose que « la Loi détermine les principes fondamentaux du statut du personnel Enseignant et Chercheur de l'Enseignement Supérieur ».

La présente Loi concerne exclusivement le personnel enseignant et chercheur relevant de l'actuel Ministère de l'Enseignement supérieur en vertu de l'Avis n° 01 HCC/AV du 05 avril 1995 de la Haute Cour Constitutionnelle.

Dans la même ordre d'idée, l'Ordonnance n° 93-019 du 30 avril 1993 relative au statut général des fonctionnaires exclut l'Enseignant et Chercheur de l'Enseignement Supérieur de ses dispositions.

Il ne peut ainsi s'agir ici d'un simple réajustement de l'Ordonnance n° 81-010, mais d'une réforme en profondeur basée sur une approche nouvelle et des concepts nouveaux que sont l'excellence, la performance, le mérite. C'est

l'ensemble des fonctions d'Enseignant et Chercheur de l'Enseignement Supérieur qui est à reconsidérer pour :

- responsabiliser les enseignants chercheurs ;
- créer un environnement favorable à l'exercice de leur fonction ;
- les valoriser dans leur fonction et les motiver pour encore plus de rendement.

La réforme entreprise ici tout en tenant compte des lacunes du précédent statut ; s'inscrit aussi dans la perspective de suivre l'évolution du statut des fonctionnaires en général et de celui des Enseignants Chercheurs dans d'autres systèmes.

Les innovations se situent essentiellement sur les points suivants :

- 1- la définition de ce qu'il faut entendre par Enseignant et Chercheur de l'Enseignement Supérieur, leurs missions puis leurs rôles et obligations en fonction de leur grade.

Ce point a constitué une des lacunes principales de l'Ordonnance n° 81-010 qui a ouvert le corps des enseignants et chercheurs à des détenteurs d'un même diplôme alors que certains n'étaient appelés à faire ni de l'enseignement, ni de la recherche tout en bénéficiant des avantages à cet effet.

- 2- la compression du corps des Enseignant et Chercheur de l'Enseignement Supérieur en 3 grades (Professeur de l'Enseignement Supérieur, Maître de Conférences, Assistant). Une telle innovation est dictée par un souci d'harmoniser notre système à ceux existant ailleurs et de faciliter la gestion du corps.

En effet, notre nomenclature actuelle établie sur la base de quatre grades ne suit plus l'évolution de la tendance actuelle en raison de la généralisation de l'institution de la thèse unique en remplacement de la thèse à deux niveaux (thèse de 3^e cycle - thèse d'Etat). Nous nous acheminons également sur cette voie.

En conséquence, la présente loi propose la suppression du grade de Maître-assistant et le regroupement dans la catégorie de professeurs de l'enseignement supérieur des grades de rang magistral (Doctorat d'Etat, Agrégation en médecine - Droit - Gestion - Economie et professeurs actuels).

Etant entendu que le régime des obligations de service, les conditions et modalités de nomination et d'avancement, les grilles indiciaires ne sauraient être

les mêmes selon qu'il s'agisse de professeur ou de professeur.

3- Rémunération, motivation et avantages sociaux :

Les Enseignants et Chercheurs de l'Enseignement Supérieur étant des fonctionnaires, la réforme leur confère les différents avantages qui ont été reconnus aux fonctionnaires en général en vertu de leur nouveau statut (indemnités de logement...). En outre, il est prévu des indemnités spécifiques aux fonctions d'enseignant et de chercheur dont l'octroi est systématique (indemnité de sujétion, indemnité de recherche) ou non (prime d'encadrement). Ces avantages pécuniaires constituent avec d'autres dispositifs telle que l'année sabbatique des incitations à la performance des Enseignants et Chercheurs de l'Enseignement Supérieur.

Ce projet a été élaboré avec le concours des entités suivantes :

- ✓ le collectif des Professeurs et Maîtres de conférences ;
- ✓ le syndicat des Enseignants et Chercheurs de l'Enseignement Supérieur ;
- ✓ les autorités universitaires malgaches (Doyens, directeurs d'écoles et d'instituts et Recteurs) ;
- ✓ une commission interministérielle.

Tel est l'objet de la présente Loi.

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana

ASSEMBLEE NATIONALE

LOI n° 95-023
Portant Statut des Enseignants et Chercheurs
de l'Enseignement Supérieur

L'Assemblée nationale a adopté en sa séance du 27 juillet, la Loi dont la teneur suit :

TITRE I
DISPOSITIONS GENERALES

Article premier.- Les Enseignants et Chercheurs relevant du Ministère chargé de Enseignants et Chercheurs de l'Enseignement Supérieur sont régis par le présent statut et forment le corps des Enseignants et Chercheurs de l'Enseignement Supérieur.

Article 2.- Les Enseignants et Chercheurs de l'Enseignement Supérieur concourent à l'accomplissement des missions de service public de l'enseignement supérieur pour la formation des cadres du pays et contribuent ainsi au développement économique et social du pays.

A cet effet :

- ils participent à l'élaboration et à la transmission des connaissances et de la culture dans le cadre des enseignements qu'ils auront à disposer au titre de la formation initiale ou continue ;
- ils concourent au développement et au progrès de la recherche et à la valorisation de ses résultats ;
- ils participent à toutes autres activités visant à un meilleur fonctionnement de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche et à leur rayonnement.

TITRE II

OBLIGATIONS ET DROITS DES ENSEIGNANTS ET CHERCHEURS DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Article 3.- Les Enseignants et Chercheurs de l'Enseignement Supérieur sont vis-à-vis de l'administration dans une situation statutaire et réglementaire.

Article 4.- Les Enseignants et Chercheurs de l'Enseignement Supérieur sont tenus à l'obligation de plein emploi, de ponctualité, d'assiduité et d'honnêteté.

Les Enseignants et Chercheurs de l'Enseignement Supérieur

Sont tenus au respect de l'éthique et de la déontologie universitaire et de la recherche.

Article 5.- Les Enseignants et Chercheurs de l'Enseignement Supérieur sont tenus à des obligations de service qui seront fixées par décret en application de la présente Loi.

Les Enseignants et Chercheurs de l'Enseignement Supérieur sont responsables de l'exécution des obligations de service qui leur incombent.

Article 6.- Indépendamment des règles instituées par le Code Pénal en matière de secret professionnel, les Enseignants et Chercheurs de l'Enseignement Supérieur sont liés par l'obligation de discrétion professionnelle pour tout ce qui concerne les documents, faits et informations dont ils ont connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions et qu'ils ne pourront utiliser en dehors des activités liées à leurs fonctions.

Article 7.- Les Enseignants et Chercheurs de l'Enseignement Supérieur

Peuvent exercer des activités lucratives préservant l'honneur de la profession à charge pour les intéressés d'en informer les autorités hiérarchiques supérieures et à condition que ces activités ne s'exercent pas au détriment de leurs activités d'enseignement et de recherche.

Article 8.- Le droit syndical, ainsi que le droit de grève, sont reconnus au personnel régi par le présent statut pour la défense de leurs intérêts professionnels.

Il exerce ces droits dans le cadre défini par la législation en vigueur.

Article 9.- Les Enseignants et Chercheurs de l'Enseignement Supérieur

Jouissent des libertés académiques et de la franchise universitaire et ne peuvent être inquiétés en raison des activités scientifiques et pédagogiques qu'ils accomplissent.

Article 10.- Tout Enseignant et Chercheur de l'Enseignement Supérieur a droit au perfectionnement et à la promotion dans sa carrière.

Article 11.- Indépendamment de la protection à laquelle il a droit conformément aux lois et règlements en vigueur, tout Enseignant et Chercheur de l'Enseignement Supérieur, sa famille et ses biens sont protégés contre toutes menaces et attaques dont il peut être l'objet dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de sa fonction. L'Etat est tenu de réparer les préjudices qui en résultent, sauf si lesdits préjudices sont dus à une faute de l'intéressé détachable du service.

En cas d'accident survenu à l'Enseignant et Chercheur de l'Enseignement Supérieur dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de sa fonction, et ayant entraîné une incapacité partielle permanente constatée par un certificat médical délivré par un médecin agréé, l'Etat est tenu, sauf faute personnelle de l'intéressé détachable du service, de réparer le préjudice subi définitive et irrévocable.

TITRE III
CONDITIONS GENERALES DE RECRUTEMENT ET
D'AFFECTION

Article 12.- Tout candidat à la fonction Enseignant et Chercheur de l'Enseignement Supérieur doit satisfaire aux conditions générales ci-après :

- être âgé de 21 ans au moins et de 45 ans au plus au 1^{er} janvier de l'année de recrutement. Toutefois, la condition d'âge de 45 ans au plus ne s'applique pas aux agents qui sont déjà dans la fonction publique au moment de leur recrutement ;
- être de nationalité Malagasy ;
- jouir de ses droits civils et politiques ;
- être en position régulière au regard de la réglementation sur le service national ;
- remplir les conditions physiques pour exercer la fonction ;
- être titulaire de l'un des titres requis par la présente loi.

Toutefois, des personnalités universitaires et scientifiques éminentes

étrangères, peuvent par dérogation aux conditions d'âge et de nationalité ci-dessus, être nommées, à titre permanent ou temporaire, à un emploi d'Enseignant et Chercheur de l'Enseignement Supérieur sur proposition du Recteur de l'Université ou du Directeur de l'Institut ou de Centre de Recherche concerné après avis favorable du Collège des enseignants ou du Collège des Chercheurs du centre de Recherche, du Conseil de l'Etablissement ou du Centre de Recherche, du Conseil de l'Etablissement ou du Centre de Recherche concerné et sous réserve d'avoir obtenu l'accord du pays d'origine.

Article 13.- Tout recrutement d'Enseignant et Chercheur de l'Enseignement Supérieur ne peut se faire sans les avis du Collège des Enseignants ou des Chercheurs de l'Etablissement et des responsables hiérarchiques de l'Université, de l'institut de formation ou du Centre de Recherche concerné.

Article 14.- L'Enseignant de l'enseignement Supérieur est nommé pour servir auprès :

- soit d'une Université ;
- soit de toute autre Institution de formation rattachée au Ministère chargé de l'Enseignement Supérieur.

Le Chercheur de l'Enseignement Supérieur est nommé pour servir auprès d'un Centre de Recherche rattaché au Ministère chargé de l'Enseignement Supérieur.

Les Enseignants et Chercheurs de l'Enseignement Supérieur peuvent être appelés à assurer des enseignements, diriger ou participer à être appelés à assurer des enseignements, diriger ou participer à des recherches dans des Universités, Institutions de formation ou Centres de Recherche nationaux ou étrangers autres que celui de leur affectation.

Article 15.- Le changement d'affectation d'un Enseignant ou d'un chercheur de l'Enseignement supérieur ne peut se faire qu'avec son consentement et sous réserve d'avoir obtenu l'avis favorable du collège des Enseignants ou des Chercheurs de son département d'origine et celui du département d'accueil.

Article 16.- Les Enseignants et Chercheurs de l'Enseignement Supérieur sont tenus d'être domiciliés dans leur lieu d'affectation.

TITRE IV

NOMINATION-GRADE

Article 17.- Le corps des Enseignants et Chercheurs de l'Enseignement Supérieur est constitué par les grades suivants :

- Assistant d'Enseignement Supérieur ou Attaché de Recherches ;
- Maître de conférences d'Enseignement Supérieur ou Maître de Recherche ;
- Professeur d'enseignement Supérieur et de Recherches comportant chacun en ce qui les concerne différente classe et échelons qui seront définis par décret.

Section 1

Les Assistants d'Enseignement Supérieur ou Attachés de Recherches

Article 18.- Nul ne peut être nommé Assistant d'Enseignement Supérieur ou attaché de Recherches s'il n'est titulaire d'un Diplôme d'Etudes Approfondies (DEA) ou de titres et travaux jugés équivalents selon les modalités fixées à l'article 29 de la présente loi.

Article 19.- Les Assistants d'Enseignement Supérieur ou les Attachés de Recherches sont nommés en qualité du Ministre chargé de l'Enseignement Supérieur.

Article 20.- Les Assistants d'Enseignements Supérieur ou les attachés de Recherches sont nommés en qualité de stagiaire.

La durée du stage est de un an. A l'expiration de cette période, ils sont soit titularisés soit soumis à un redoublement de stage.

A l'issue de la nouvelle période de stage, ils sont soit titularisés soit licenciés.

Article 21.- Les Assistants d'enseignement Supérieur ont vocation prioritaire à assurer un service d'enseignements sous forme de travaux pratiques ou de travaux dirigés, réaliser des activités de recherches liées à leur service d'enseignement ou menées par leur Etablissement de rattachement et/ou élaborer des projets de recherche individuelle.

Les Attachés de Recherche ont vocation prioritaire à assurer l'exécution des activités de recherches qui leurs sont confiées au sein d'équipe ou unité de recherches et/ou réaliser des recherches à titre individuel.

Section 2

Les Maîtres de conférences d'Enseignement Supérieur ou Maîtres de Recherches

Article 22.- Peuvent être nommés Maîtres de conférences d'enseignement supérieur ou Maîtres de Recherches, les titulaires de l'un des titres suivants :

- Doctorat de 3^{ème} cycle ;
- PHD Aspirantur ;
- Doctorat d'ingénieur ;
- Doctorat nouveau régime ;
- PHD ;
- Certificat d'Etudes Spéciales ou CES (Assistant des Hôpitaux, chef de clinique) pour les disciplines médicales ou,
- de titre et travaux jugés équivalents à l'un de ces titres conformément aux modalités fixées à l'article 29 de la présente Loi.

Les obligations de service et la rémunération des Maîtres de Conférences d'Enseignement Supérieur ou Maîtres de Recherches tiendront compte de leurs titres et diplômes.

Article 23.- Les Maîtres de Conférences d'Enseignement supérieur ou Maîtres de Recherches sont nommés par arrêté du Ministre chargé de l'enseignement Supérieur après avis au Collège des Enseignants ou Chercheurs et du Collège des pairs.

Les Maîtres de Conférences d'Enseignement Supérieur et les Maîtres de Recherches sont nommés en qualité de stagiaire.

La durée du stage est de un an. A l'expiration de cette période, ils sont titularisés et soumis à un redoublement de stage.

A l'issue de la nouvelle période de stage, ils sont soit titularisés soit licenciés.

Tout Assistant d'Enseignement Supérieur ou attaché de Recherches titularisé et qui est reclassé dans le grade de Maître de Conférences d'Enseignement Supérieur ou Maître de Recherches est dispensé de stage.

Article 24.- Les Maîtres de Conférences d'enseignement Supérieur ont pour vocation prioritaire d'assurer un service d'enseignements sous forme d'enseignements dirigés et/ou théorique, d'encadrer des travaux de mémoires,

réaliser des activités de recherches individuelles ou liées à leur service d'enseignement ou menés par leur rétablissement de rattachement.

Les Maîtres de Recherches ont pour vocation prioritaire de réaliser des activités de recherches dans le domaine correspondant à leur spécialité, participer à des programmes ou projets de recherches, d'encadrer des équipes de recherches constituées à cet effet.

Section 3

Les professeurs d'Enseignement Supérieur et de Recherches

Article 25.- Les Professeurs d'enseignement Supérieur de Recherches sont classés selon la hiérarchie suivante :

- Professeur ou directeur de Recherches associé ;
- Professeur titulaire ou directeur de Recherches.

Article 26.- Peuvent être nommés Professeurs ou Directeurs de Recherches associés, les titulaires de l'un des titres suivants :

- doctorat d'Etat ;
- agrégation en Sciences médicales, juridiques, économiques et de gestion, ou
- de titres et travaux jugés équivalents à l'un de ces titres conformément aux modalités fixés à l'article 29 de la présente loi.

Les Professeurs ou directeurs de Recherches associés sont nommés par arrêté du Ministre chargé de l'Enseignement Supérieur après avis du Collège des enseignants ou chercheurs et du collège des pairs.

Les Professeurs et Directeurs de Recherches associés sont nommés en qualité de stagiaire.

La durée du stage est de un an. A l'expiration de cette période, ils sont soit titularisés soit soumis à un redoublement de stage.

A l'issue de la nouvelle période de stage, ils sont soit titularisés soit licenciés.

Tout Maître de Conférences d'Enseignement Supérieur ou Maître de Recherches titularisé et qui est reclassé au grade de Professeur ou Directeur de recherches associé est dispensé de stage.

Article 27.- Peuvent être nommés Professeurs titulaires ou Directeurs de Recherches :

- les Professeurs ou directeurs de recherches associé ayant au moins 4 années d'ancienneté et inscrits sur une liste d'aptitude ;
- les Maîtres de Conférences d'Enseignement Supérieur ou les Maîtres de Recherches titulaires d'un doctorat nouveau régime, PHD ou de titres et travaux jugés équivalents ; ayant au moins 5 années d'ancienneté dans leur grade, et ayant présenté un ensemble de travaux scientifiques reconnus valables conformément à l'article 29 de la présente loi et inscrits sur une liste d'aptitude ;
- les Maîtres de Conférences d'enseignement Supérieur ou les Maîtres de Recherches titulaires d'un doctorat de 3^{ème} cycle, PHD Aspirantur, doctorat d'ingénieur ou de titres et travaux jugés équivalents ayant au moins 7 années d'ancienneté dans leur grade et ayant présenté un ensemble de travaux scientifiques reconnus valables conformément à l'article 29 de la présente loi et inscrits sur une liste d'aptitude.

La liste d'aptitude est établie sur la base de l'ensemble des activités pédagogiques et scientifiques par une commission ad'hoc dont les membres sont désignés intuitu personae parmi les pairs par arrêté du Ministre chargé de l'Enseignement Supérieur.

Les Professeurs titulaires ou directeurs de Recherches sont nommés par décret sur proposition du Ministre chargé de l'enseignement Supérieur après avis du collège des pairs de l'Université ou du Centre de Recherche de leur appartenance ou à défaut celui de leurs pairs dans une autre Université ou Centre de Recherche.

Article 28.- Les Professeurs ont pour vocation prioritaire d'assurer un service d'enseignements sous forme d'enseignements dirigés et/ou théoriques, d'encadre ou diriger des thèses de niveau 3^{ème} cycle, réaliser des activités de recherches individuelles ou liées à leur service d'enseignement ou menées par leur établissement de rattachement et d'animer des équipes de recherches constituées à cet effet.

Les Directeurs de Recherche associé ont pour vocation prioritaire de réaliser des programmes ou projets de recherches, d'encadrer et d'animer des équipes de recherches constituées à cet effet.

Les Professeurs titulaires ont pour vocation prioritaire d'assurer leur service d'enseignements sous forme de cours, séminaires ou conférences et d'encadrer des travaux de recherches ou diriger de équipes de recherche, concevoir, élaborer, évaluer des programmes ou projets de recherches.

Les directeurs de recherches ont pour vocation prioritaire de concevoir, d'élaborer, de diriger des projets de recherche ainsi que d'évaluer des programmes ou projets de recherches.

Article 29.- L'évaluation et l'appréciation de la qualité scientifique des titres et travaux de recherche des Enseignants et Chercheurs de l'Enseignement Supérieur ou toute personne candidate à ces fonctions sont confiées à une commission dont la composition et le fonctionnement sont déterminés par voie réglementaire.

TITRE V

REMUNERATION, AVANTAGES SOCIAUX, POSITIONS REGLEMENTAIRES

Article 30.- Les rémunérations des Enseignants et Chercheurs de l'Enseignement Supérieur comprennent :

A- Les traitements et salaires soumis à retenue pour pension et assujettis à l'impôt général sur le revenu.

B- Les indemnités de solde suivantes :

- 1- Indemnité de résidence ;
- 2- Indemnité de logement ;
- 3- Indemnité de transport ;
- 4- Indemnité de sujétion ;
- 5- Indemnité de recherches.

Article 31.- Des primes d'encadrement sont octroyées aux Enseignants et Chercheurs de l'Enseignement Supérieur en raison de leur participation à des jurys de thèse ou pour l'encadrement de travaux de recherches. Les modalités d'octroi de ces primes sont fixées par décret.

Article 32.- Les grilles indiciaires des Enseignants et chercheurs de l'Enseignement Supérieur ainsi que le taux des indemnités stipulés à l'article 30 sont fixés par décret et établis par grade, classe et échelon.

Les grilles indiciaires et le taux des indemnités tiennent compte également du niveau des diplômes et des titres en ce qui concerne les Maîtres de Conférences d'enseignements Supérieur et les Maîtres de Recherches et de la hiérarchie dans le grade en ce qui concerne les Professeurs d'Enseignement

Supérieur et de Recherches.

Article 33.- Les Enseignants et Chercheurs de l'Enseignement Supérieur ne peuvent être privés de leur rémunération que dans les conditions fixées par les lois et règlement en vigueur.

Article 34.- Les Enseignants et Chercheurs de l'Enseignement Supérieur bénéficient du régime général des prestations familiales applicables à tout fonctionnaire.

Article 35.- Les Enseignants et Chercheurs de l'Enseignement Supérieur ont droit à un logement.

A défaut, ils bénéficient d'une indemnité de logement.

Article 36.-L'Etat prend en charge, et en totalité, les frais médicaux, d'hospitalisation et d'évacuation sanitaire des Enseignants et Chercheurs de l'Enseignement Supérieur traités dans les établissements sanitaires publics ou dans les Etablissements agréés par l'Etat.

Les dispositions du précédent alinéa sont étendues au conjoint et aux enfants à charge de l'Enseignant et du Chercheur de l'Enseignement Supérieur.

Article 37.- En cas de décès de l'Enseignant et du Chercheur de l'Enseignement Supérieur, son conjoint et ses enfants mineurs, ou justifiant d'une scolarité régulière jusqu'à l'âge de 18 ans, bénéficient d'une indemnité globale de secours-décès et d'une trois mois de traitement, d'une pension de veuvage et d'une pension d'orphelinat.

Les frais de mise en bière et de transport de la dépouille mortelle, ou des restes mortels de l'Enseignant et du Chercheur de l'Enseignement Supérieur, du lieu du décès au lieu d'inhumation définitive, ainsi que les frais de transport des membres de sa famille et de leurs bagages, du lieu de résidence au moment du décès au lieu du domicile qu'ils ont choisi, sont à la charge de l'Administration.

Les dispositions du précédent alinéa sont applicables, en cas de décès du conjoint ou des enfants à charge de l'Enseignant et du Chercheur de l'Enseignement Supérieur.

Article 38.- Tout Enseignant et Chercheur de l'Enseignement Supérieur a droit à une pension de retraite conformément à la réglementation en vigueur.

Article 39.- Les agents encadrés de l'Etat pour exercer les fonctions

d'Enseignant et Chercheur à l'Université ou dans d'autres Institutions de formation ou Centre de recherche rattachés au Ministère de l'Enseignement Supérieur et ayant atteint dans leur corps d'origine un indice de grade supérieur alloué au corps d'affectation continuent à bénéficier de l'échelonnement indiciaire établi pour leur corps d'origine.

Section 2 **Positions**

Article 40.- Les Enseignants et Chercheurs de l'Enseignement Supérieur peuvent placés dans l'une des positions suivantes :

- l'activité ;
- le détachement ;
- la disponibilité.

Article 41.- L'activité est la position de l'Enseignant et du Chercheur de l'Enseignement Supérieur servant au sein d'un Etablissement de Formation ou de Recherche.

Sont assimilés comme étant en activité les Enseignants et Chercheurs se trouvant dans les situations ci-après :

- congés, permissions et autorisation d'absence de toute nature dont notamment le congé sabbatique prévu à l'article 42 ci-dessous ;
- vacances universitaires ;
- stages ;
- mission d'enseignement et de Recherche à l'étranger de moins de 6 mois ;
- participation à des manifestations culturelles ou scientifiques à l'étranger.

Article 42.- Les Enseignants et Chercheurs de l'Enseignement Supérieur peuvent demander le bénéfice d'une année sabbatique toutes les six années d'activité.

L'année sabbatique sera exclusivement consacrée à des activités de recherches.

Durant cette période, l'Enseignant et le chercheur perçoivent l'intégralité de sa rémunération.

A l'issue de l'année sabbatique, l'Enseignant et du Chercheur de

l'Enseignement Supérieur doit présenter aux autorités académiques et administratives un rapport des activités de recherches qu'il aura réalisées sous peine pour lui de rembourser les avantages perçus lors de cette période et de ne plus pouvoir bénéficier d'une autre année sabbatique sans préjudice des poursuites disciplinaires.

Article 43.- Le détachement est la position de l'Enseignant et Chercheur de l'Enseignement Supérieur servant auprès d'une administration publique ou service public autres que les Etablissements de formation ou de recherche.

Les Enseignants et Chercheurs de l'Enseignement Supérieur peuvent être détaché pour des raisons de nécessité de service avec leur consentement.

Les Enseignants et Chercheurs de l'Enseignement Supérieur détachés continuent pendant cette période à bénéficier de leurs droits à l'avancement et à la retraite dans leur corps d'appartenance.

En outre, ils peuvent continuer de percevoir leur rémunération d'origine si celle -ci est supérieure à celle qu'offre leur nouvel emploi.

Article 44.- Les Enseignants et Chercheurs de l'Enseignement Supérieur détachés sont réintégrés dans leur établissement d'origine à l'issue de la période de détachement.

Article 45.- La disponibilité est la position de l'Enseignant et du Chercheur de l'Enseignement Supérieur cessant de servir temporairement dans un organisme public.

Les Enseignants et Chercheurs de l'Enseignement Supérieur peuvent être placés, à leur demande, en position de disponibilité pour convenance personnelle.

Les Enseignants et Chercheurs de l'Enseignement Supérieur dans cette position cessent de servir au sein de l'Université ou Institut de formation ou Centre de Recherches. Ils cessent de percevoir leur rémunération. Leurs droits à l'avancement et à la retraite sont suspendus pou compter de la date d'effet de leur mise en disponibilité jusqu'à leur réintégration.

Les Enseignants et Chercheurs de l'Enseignement Supérieur réintégrés après disponibilité ne peuvent prétendre à la jouissance de la pension de retraite que s'ils ont accompli au moins 15 années de service effectif dans la fonction publique.

La durée de la position de mise en disponibilité ne peut excéder trois ans pendant toute la durée de la carrière de l'Enseignant et du Chercheur.

La demande de la position de mise en disponibilité peut être fractionnée selon la convenance de l'Enseignant et du Chercheur ; le renouvellement de la demande doit avoir lieu trois mois avant l'expiration de la dernière demande.

Les Enseignants et Chercheurs de l'Enseignement Supérieur qui ne demandent pas leur réintégration au terme de leur disponibilité sont révoqués d'office de leur fonction.

TITRE VI AVANCEMENT ET DISCIPLINE

Article 46.- L'avancement d'échelon des Enseignants et Chercheurs de l'Enseignement Supérieur a lieu à l'ancienneté. Il est automatique au bout de deux ans d'ancienneté. Il est prononcé par arrêté du Ministre chargé de l'Enseignement Supérieur.

Article 47.- L'avancement de classe est prononcé par arrêté du Ministre chargé de l'Enseignement Supérieur sur la base d'un tableau d'avancement établis par le Recteur ou Directeur de l'Institution de formation ou de recherche dont relève l'intéressé après avis du collège des Enseignants et Chercheurs et du Conseil Scientifiques de l'Etablissement.

Article 48.- Une note d'appréciation générale exprimant sa valeur professionnelle est attribuée annuellement à chaque Enseignant et Chercheur de l'Enseignement Supérieur au vu des propositions émanant des organes hiérarchiques compétents.

Le pouvoir d'appréciation appartient :

- au Recteurs pour les Universités, aux Directeurs pour les Instituts de formation ou Centre de Recherche ;
- et en dernier lieu, au Ministre chargé de l'enseignement Supérieur.

Article 49.- Les sanctions disciplinaires applicables au personnel Enseignant et Chercheur de l'Enseignement Supérieur sont :

- 1- l'avertissement ;
- 2- le blâme ;
- 3- la radiation du tableau d'avancement ;
- 4- la réduction d'ancienneté ;
- 5- l'abaissement d'échelon ou de classe ;
- 6- la suspension de solde ;
- 7- exclusion temporaire de fonction ;
- 8- la retraite d'office ;
- 9- la révocation avec ou sans suppression des droits acquis à pension.

L'abaissement d'échelon fait reculer des droits acquis à classe.

L'abaissement de classe fait reculer d'une classe à l'échelon le plus élevé de la classe immédiatement inférieure.

Une faute disciplinaire ne peut donner lieu qu'à une seule sanction.

Article 50.- Toute faute commise par les Enseignants et Chercheurs de l'Enseignement Supérieur dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions l'expose à une sanction disciplinaire sans préjudice des poursuites judiciaires ou financières dont ils peuvent faire l'objet.

Article 51.- Le pouvoir disciplinaire est exercé à l'égard des Enseignants et Chercheurs de l'Enseignement Supérieur par le Ministre chargé de l'enseignement Supérieur sur proposition du Recteur ou du directeur de l'organisme dont relève l'intéressé après avis motivé du Conseil de Discipline.

En dehors de toute action disciplinaire, le Recteur ou le Directeur de l'Institut ou du Centre de Recherche dont relève l'Enseignant ou Chercheur peut lui donner un avertissement après demande préalable d'explication.

Article 52.- Si un Enseignant et Chercheur de l'Enseignement Supérieur est poursuivi en même temps pour plusieurs faits, il ne pourra être prononcé à son encontre qu'une seule sanction.

Article 53.- Le pouvoir disciplinaire s'exerce indépendamment et sans préjudice des poursuites pénales. Toutefois, l'autorité disciplinaire reste liée par les décisions des juridictions répressives sur la matérialité des faits, et pourra rapporter ou réviser sa décision si les faits reprochés ne sont pas établis.

Article 54.- Le pouvoir disciplinaire soit s'exercer dans le respect des droits de la défense.

Les Enseignants et Chercheurs de l'Enseignement Supérieur faisant l'objet d'une poursuite disciplinaire, ou leur conseil ont droit à la communication intégrale de leur dossier huit jours au moins avant la réunion du conseil de discipline.

Article 55.- La composition et le fonctionnement du conseil de discipline sont fixés par voie réglementaire.

Article 56.- Les Enseignants et Chercheurs de l'Enseignement Supérieur condamnés à une peine afflictive et infamante par une décision judiciaire devenue définitive peuvent être révoqués après avis motivé du conseil de discipline.

Les Enseignants et Chercheurs de l'Enseignement Supérieur condamnés à une peine correctionnelle d'emprisonnement, avec ou sans sursis par une décision devenue définitive peuvent faire l'objet d'une sanction disciplinaire pouvant aller à la révocation, après avis motivé du conseil de discipline.

Article 57.- Tout service exceptionnel rendu à la nation par les Enseignants Chercheurs de l'Enseignement Supérieur dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions ouvre droit, sur proposition du Ministre chargé de l'Enseignement Supérieur, à l'une des récompenses suivantes :

- a- lettre de félicitations ;
- b- majoration d'ancienneté d'échelon ;
- c- surclassement d'échelon ;
- d- avancement immédiat de classe ;
- e- les titres d'éméritat, d'honorariat.

La lettre de félicitations ministérielle donne droit, à titre exceptionnel, à la nomination ou à la promotion de l'Enseignant et du Chercheur de l'Enseignement Supérieur dans l'Ordre National.

Les récompenses citées aux alinéas b, c, et d sont accordés par voie réglementaire.

Les conditions d'octroi des titres d'éméritat et d'honorariat sont fixées par voie réglementaire.

TITRE VII

CESSATION DE FONCTION

Article 58.- La cessation des fonctions d'Enseignants et Chercheurs de l'Enseignement Supérieur résulte :

- du décès ;
- de l'inaptitude définitive ;
- de la perte de la nationalité malgache ;
- de la déchéance des droits civiques ;
- de la démission régulièrement acceptée ;
- de la révocation ;
- de l'admission à la retraite.

Article 59.- La démission résulte d'une demande expresse et écrite de l'intéressé. Elle ne vaut qu'autant qu'elle est acceptée par l'autorité investie du pouvoir de nomination et prend effet à la date fixée par cette autorité.

L'acceptation de la dénomination la rend irrévocable. Elle ne fait pas obstacle, le cas échéant, à l'exercice de l'action disciplinaire en raison de faits qui n'auraient été révélés qu'après acceptation.

Article 60.- La limite de l'exercice des fonctions applicables aux Enseignants et Chercheurs de l'Enseignement Supérieur est fixée à 60 ans.

Toutefois, les Enseignants et Chercheurs de l'Enseignement Supérieur peuvent être admis à la retraite et jouir immédiatement de la pension de retraite :

- à partir de l'âge de 55 ans sous réserve d'avoir accompli 15 années de service effectif dans la fonction publique ;
- ou sous réserve d'avoir accompli 25 années de service effectif dans la fonction publique.

Article 61.- nonobstant, les dispositions de l'article 60 ci-dessus, les Enseignants et Chercheurs de l'Enseignement Supérieur peuvent avec leur consentement, ou sur leur demande et après avis favorable du Collège des Enseignants et Chercheurs et du Chef d'établissement ou directeur de l'Institut de formation ou du Centre de Recherche, assurer des activités pédagogiques et scientifiques jusqu'à l'âge de 65 ans.

La prolongation des activités citées ci-dessus jusqu'à l'âge de 65 ans doit faire l'objet d'une demande, renouvelables tous les ans.

TITRE VIII

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Article 62.- Les Enseignants et Chercheurs de l'Enseignement Supérieur relevant du Ministère de l'enseignement Supérieur et régis actuellement par l'Ordonnance 81-010 du 10 mars 1981, en activité ou détachés ou en disponibilité, sont versés dans les différents grades prévus par le présent statut.

A cet effet, il sera tenu compte de l'ancienneté qu'ils ont acquise dans leur grade.

Article 63.- L'Ordonnance n° 81-010 du 10 mars 1981 portant statut des personnels Enseignants-Chercheurs et Chercheurs-Enseignants de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique est et demeure abrogée en ce qui concerne les Enseignants-Chercheurs et Chercheurs-Enseignants relevant du Ministère de l'Enseignement Supérieur.

Article 64.- Des textes réglementaires préciseront en tant que de besoin, les modalités d'application de la présente loi.

Article 65.- Les décrets pris en application de l'Ordonnance 81-010 du 10 mars 1981 restent applicables aux Enseignants et Chercheurs de l'Enseignement Supérieur, à titre transitoire, jusqu'à la date d'entrée en vigueur de la présente loi et de ses textes d'application.

Article 66.- La présente Loi sera publiée au Journal Officiel de la République.

Elle sera exécutée comme Loi de l'Etat.

Antananarivo, le 27 juillet 1995

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE,

LE SECRETAIRE,

ANDRIAMANJATO Richard Mahitsison

ANDRIANISA Diogène Ferdinand

